

PCF
Parti communiste français

Fédération de Seine et Marne

264 rue de la Justice BP 118 - 77004 Melun Cedex
Tél : 01.64.79.75.10 - Fax : 01.64.79.75.15
mail : pcf77@wanadoo.fr

INFO FEDE
Seine et Marne

1^{er} septembre 2014

Gouvernement Valls II - Après la purge, des sucreries au MEDEF

La nomination comme ministre d'Emmanuel Macron, ancien gérant de la banque Rothschild (et proche de Cahuzac) est une nouvelle provocation à l'égard de toutes celles et ceux qui oeuvrent pour faire renaître l'espoir à gauche.

Et il y eut des épines à la fête de la rose... Décidément, on se croirait revenu aux pires heures de la IV^e République où les gouvernements valsaient au rythme des jours et même parfois des heures ! Faut-il à ce point être obstiné ou empêtré pour ne voir dans le coup de force que l'unique solution à des contestations bien légitimes ? Hollande et Valls, après avoir perdu toute crédibilité à gauche, s'agrippent à la perche pourrie que leur tendent le Medef, Merkel qui chancelle en Allemagne, et les eurolibéraux de tout poil qui crapahutent au service des intérêts du capital.

LE TEMPS PRESSE Avec ce remaniement, le socle électoral du président de la République se dérobe un peu plus chaque jour sous ses pas

Valls et les droitiers du PS, appelés à la rescousse en avril dernier pour redresser la barre après les échecs des deux gouvernements Ayrault, ont décidé, avec l'aval du président de la République, d'opérer à chaud. Car le temps presse. Les décisions et le cap pris dès le lendemain de l'élection présidentielle n'ont eu comme seuls effets que l'aggravation des difficultés d'existence de nos concitoyens et de créer un immense désarroi qui s'est traduit par les résultats des derniers scrutins. Au niveau économique, zéro pointé. Les seuls à applaudir le CICE et le pacte de responsabilité, ce sont les actionnaires. Prompt à épauler le gouvernement avant de repasser à la caisse, le Medef ne s'y est pas trompé, tirant sans vergogne sur les ambulances Montebourg, Filippetti et Hamon, et réclamant "un gouvernement cohérent [et] agissant rapidement"... pour appliquer la politique qu'il a décidé. Le temps presse

: pour Hollande qui, avec d'hasardeux calculs politiques, se projette vers les prochaines présidentielles, et pour le patronat qui exige encore plus d'un gouvernement aussi providentiel pour ses intérêts. Mais il presse aussi pour toutes celles et tous ceux qui, face à l'inefficacité de l'austérité, veulent ouvrir la voie d'une politique de gauche.

GOVERNEMENT GODILLOT à la tête d'un nouveau gouvernement, où tous les ministres s'alignent à ses coups de talonnettes et hochements de menton, Valls est allé mercredi à l'université d'été du Medef pour déposer

aux pieds de Gattaz ce qu'il croit être le cadavre de la gauche. Inutile de dire la jubilation des patrons, qui, non contents d'avoir obtenu plus qu'ils n'en demandaient, se sont vus offrir, avec la nomination d'Emmanuel Macron au ministère de l'industrie, une entrée directe au coeur du dispositif gouvernemental, avec, ce

riser sur le gâteau, les promesses d'assouplissements "pour que les entreprises ne soient pas entravées dans l'embauche", ainsi que d'adaptations possibles de la protection sociale des salariés. Et, pour la première fois, un Premier ministre a lâché ses coups en stigmatisant par des railleries les députés de son propre parti qui se sont rendus coupables, à ses yeux, de poser cette question : pourquoi ne serait-il pas possible de changer une politique qui échoue ? Le plus grave, derrière l'arrogance et les fanfaronnades, c'est la certitude que la politique qui sera appliquée, plus dure encore et avec plus d'autoritarisme, enfoncera le pays dans une impasse dangereuse. Ce gouvernement godillot, dûment chapitré sur la ligne austérioritaire à appliquer sans faiblir, signe un nouvel épisode tragique de la fuite libérale éperdue de l'exécutif.

AGENDA

- Mercredi 3 Septembre
Rendez-vous de la vignette sur le terrain à la Courneuve

- Jeudi 4 Septembre 19h
Conseil départemental de rentrée à la Fédération

Rentrée scolaire

Ca va faire mal au porte-monnaie

Alors que le ministère publiait le 14 août un communiqué annonçant une baisse de 0,1% du coût de la rentrée, les associations s'accordent toutes pour constater au contraire une hausse.



Le montant de la l'ARS n'est pas suffisant pour faire face à d'autres dépenses comme les cantines, transports, assurances, etc...

Si les modes de calcul divergent selon les associations, il n'en reste pas moins que la rentrée va coûter plus cher aux ménages.

L'allocation de rentrée scolaire, dont bénéficient trois millions de familles n'a augmenté cette année que de 0,7%, contre 1,2% l'an passé. Les produits papetiers sont plus chers de 1,4% en moyenne, mais ce sont les articles de sport, en hausse de 4,5% et les dépenses liées aux assurances (+12%) qui font grimper l'addition. Et tout ceci s'inscrivant dans la hausse générale des prix. Selon la Confédération syndicale des familles, les changements de cycles (CP, 6ème et seconde) plombent les budgets. 150 € pour l'entrée en primaire, 325 € pour celle au collège et 635 € en moyenne pour l'entrée en seconde. La CSF évalue la hausse générale à 1,35% mais elle sera de 2,17% pour un enfant entrant en sixième. Cette association vient une nouvelle fois de revendiquer la baisse du taux de la TVA sur les fournitures scolaires à 5,5%, estimant que l'école étant obligatoire, ces fournitures

sont des produits de première nécessité. Une telle mesure serait la bienvenue au regard de la charge de la rentrée sur les ressources des familles au Smic ou moins. Ainsi, une telle famille avec trois enfants scolarisés au collège et en primaire consacre 28% de son budget à leur scolarisation. Pour une personne seule au RSA, c'est la moitié de ses revenus ! Cette situation a fait apparaître un phénomène de plus en plus marqué : le recours à l'emprunt... pour ceux qui le peuvent.

ÉCOLE GRATUITE ?

Comment expliquer que le ministère de l'éducation, que dirigeait jusqu'à peu Benoît Hamon, avance des chiffres qui en ont étonné plus d'un ? Simplement parce que n'ont pas été pris en compte les effets de l'inflation dont les premières victimes sont les foyers. S'y ajoute de façon très sensible, la hausse de la TVA au 1er janvier 2014 et si l'ARS représente un apport au moment de la rentrée, elle

ne couvre pas la totalité des dépenses de la scolarité tout au long de l'année, même si d'autres aides existent, bien souvent mises en place par les collectivités territoriales. La scolarisation des enfants est devenue un casse-tête pour beaucoup de parents aux revenus modestes. Chaque année, on s'éloigne davantage de l'école "gratuite", avec de surcroît l'agressivité d'un marketing des modes et marques, saignant à blanc les porte-monnaie. S'il semble d'une manière générale que les familles seraient "préservées" des effets financiers de la réforme des rythmes scolaires, il convient de rester très prudent, tant les situations locales sont diverses et encore mal connues. Cette hausse du coût de la rentrée justifie la revendication du PCF, d'augmenter les salaires et les minima sociaux, à laquelle le gouvernement fait obstinément la sourde oreille.

Rendez-vous mercredi 3 septembre sur le terrain de la Fête, à l'Agora de l'Humanité pour le 5e rendez-vous national de mobilisation des diffuseurs de la vignette – bon de soutien et des artisans de la Fête.

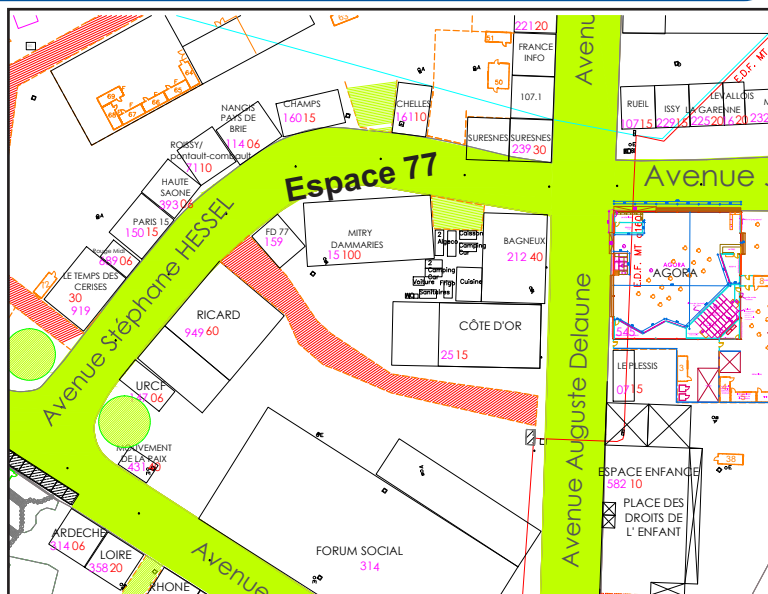
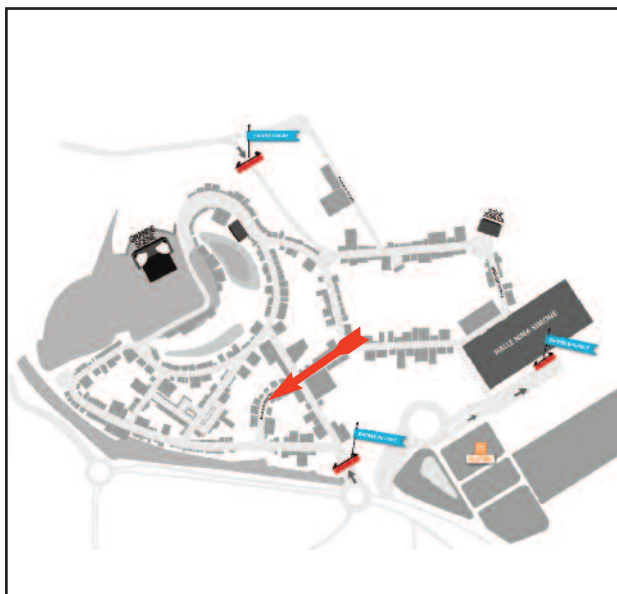
**5^e RENDEZ-VOUS NATIONAL DE MOBILISATION
DES DIFFUSEURS DE LA VIGNETTE-BON DE SOUTIEN
ET DES ARTISANS DE LA FÊTE DE L'HUMANITÉ 2014**

*Mercredi 3 septembre
à partir de 18h30*

Sur le terrain de la Fête, à l'Agora de l'Humanité
EN PRÉSENCE DE
Patrick LE HYARIC, directeur du journal *l'Humanité* et député européen
et de **Pierre LAURENT**, secrétaire national du PCF



Plan de la Fête et de L'Espace Seine et Marne



Sections et stands dans l'Espace Seine et Marne sur la Fête : Mitry - Agglomelunaise - Chelles - Champs - Torcy - Nangis - Ferté - Coulommiers - Provins - Rozay - Roissy - Snecma

Animations et activités dans le stand de la fédération

Vendredi 12 septembre à 19h : inauguration de l'Espace Seine et Marne

2 Rencontres - Débats

Samedi 13 septembre à 15h **Dimanche 14 septembre à 11h**

L'évasion fiscale pour eux l'austérité pour nous



Avec la participation d'**Eric BOCQUET**
sénateur communiste du Nord

Si le gouvernement cherche des économies et des ressources, nous formulons des propositions alternatives. Le montant estimé du coût de l'évasion fiscale chaque année en France est de 50 milliards d'euros.

RENFORCEMENT: propositions d'adhésions au PCF d'ici à la Fête et pendant la Fête

Mitry 8 ; Chelles 5 ; Lagny 2 ; Champs 4 ; Torcy 3 ;
Meaux 2 ; Crécy 1 ; Ferté 1 ; Coulommiers 1 ; Montoreau 1 ;
Nangis 3 ; Provins 1 ; Agglo 7 ; Brie Sénart 1 ; Roissy 4 ;
Tournan 1 ; Rozay 1 ; Snecma 2 ; Fontainebleau 1 ; Moret 1 ;
Nemours 1 ; Fédération 5.

Réforme territoriale: une machine à détricoter les solidarités

Avec la participation de:

- **Jean-Pierre BOUTOUX**,
conseiller général de Seine-et-Marne
- **Patrick CABUCHE**,
maire-adjoint à Pontault-Combault
- **Luc DARLOY**,
cadre territorial
- **Gérard SALKOWSKY**,
responsable santé PCF 77
- *Un syndicaliste du département*

Services Publics
Transports
Culture
Santé
Emplois
Démocratie

Les Français veulent un référendum

Info Section de Provins : Le samedi 6 septembre à partir de 20h dans le cadre de la mobilisation des communistes, de la préparation de la Fête et de la diffusion de la vignette, grand babecue convivial

Communiqué

Communiqué de la commission nationale du PCF « droits des femmes/féminisme »

et appel à rassemblement demain mardi 2 septembre à 18h30 devant Matignon, rue de Varenne (M° Varenne ou Rue du Bac).

Protestation contre la disparition du Ministère droits des femmes.

D'après les engagements de François Hollande, son quinquennat devait être féministe. Ça semblait bien parti avec la nomination de Najat Vallaud Belkacem au Ministère droits des femmes. Mais voilà que les objectifs économiques du gouvernement prennent le dessus, Valls II a, ni plus ni moins, mis un terme à la mise en oeuvre de réformes pouvant contribuer à l'évolution de l'égalité entre les femmes et les hommes. Le Ministère des droits des femmes a disparu. Il ne reste plus qu'un Secrétariat d'état, autant dire que ce sera une coquille vide en terme de moyens pour faire avancer l'égalité. Le gouvernement tourne le dos à ses responsabilités car nous sommes très loin du compte en matière d'égalité.

Le MEDEF a de beaux jours devant lui en matière d'inégalités professionnelles et salariales. La lutte contre les violences sera t'elle dotée de moyens suffisants ? L'hémorragie de la fermeture des hôpitaux et centres IVG sera t'elle stoppée ? Et l'on pourrait ainsi décliner à l'infini tout ce qui est au cœur des inégalités Femme/Homme.

Alors pas question de se taire, nous ne voulons pas d'un simple Secrétariat d'état, nous voulons le maintien d'un Ministère droits des femmes. Pour l'Ile-de-France un appel unitaire à manifester est lancé pour protester : le mardi 2 septembre à 18h30 devant Matignon à Paris

Bon courage à toutes et tous, à mardi, c'est important.

Matériel à la carte

Valls 2 / Rentrée scolaire / Lettre de Pierre Laurent aux adhérents

VALLS 2
À droite toute !

La démission du gouvernement Valls, cinq mois après son entrée en fonction, illustre un premier et ultime constat d'échec. Le sort du gouvernement Valls 2 en est le second, avec des perspectives plus sombres. Les élections européennes et régionales, les élections municipales de 2014, les élections départementales de 2015, les élections régionales de 2016, les élections législatives de 2017, les élections présidentielles de 2017, les élections sénatoriales de 2018, les élections régionales de 2019, les élections municipales de 2020, les élections départementales de 2021, les élections régionales de 2022, les élections législatives de 2023, les élections présidentielles de 2024, les élections sénatoriales de 2025, les élections régionales de 2026, les élections municipales de 2027, les élections départementales de 2028, les élections régionales de 2029, les élections législatives de 2030, les élections présidentielles de 2031, les élections sénatoriales de 2032, les élections régionales de 2033, les élections municipales de 2034, les élections départementales de 2035, les élections régionales de 2036, les élections législatives de 2037, les élections présidentielles de 2038, les élections sénatoriales de 2039, les élections régionales de 2040, les élections municipales de 2041, les élections départementales de 2042, les élections régionales de 2043, les élections législatives de 2044, les élections présidentielles de 2045, les élections sénatoriales de 2046, les élections régionales de 2047, les élections municipales de 2048, les élections départementales de 2049, les élections régionales de 2050, les élections législatives de 2051, les élections présidentielles de 2052, les élections sénatoriales de 2053, les élections régionales de 2054, les élections municipales de 2055, les élections départementales de 2056, les élections régionales de 2057, les élections législatives de 2058, les élections présidentielles de 2059, les élections sénatoriales de 2060, les élections régionales de 2061, les élections municipales de 2062, les élections départementales de 2063, les élections régionales de 2064, les élections législatives de 2065, les élections présidentielles de 2066, les élections sénatoriales de 2067, les élections régionales de 2068, les élections municipales de 2069, les élections départementales de 2070, les élections régionales de 2071, les élections législatives de 2072, les élections présidentielles de 2073, les élections sénatoriales de 2074, les élections régionales de 2075, les élections municipales de 2076, les élections départementales de 2077, les élections régionales de 2078, les élections législatives de 2079, les élections présidentielles de 2080, les élections sénatoriales de 2081, les élections régionales de 2082, les élections municipales de 2083, les élections départementales de 2084, les élections régionales de 2085, les élections législatives de 2086, les élections présidentielles de 2087, les élections sénatoriales de 2088, les élections régionales de 2089, les élections municipales de 2090, les élections départementales de 2091, les élections régionales de 2092, les élections législatives de 2093, les élections présidentielles de 2094, les élections sénatoriales de 2095, les élections régionales de 2096, les élections municipales de 2097, les élections départementales de 2098, les élections régionales de 2099, les élections législatives de 2100.

Fête de l'Humain 2014

PCF FRANCE

PCF

Pour nos enfants, nous voulons le meilleur : NOUS VOULONS L'ÉGALITÉ !

Le projet pour l'école, c'est un projet pour le avenir. Nous voulons continuer les réformes, en finir avec le congrès général et construire des réponses collectives aux défis de l'école. Nous voulons l'école de l'avenir.

Le projet pour l'école, c'est un projet pour le avenir. Nous voulons continuer les réformes, en finir avec le congrès général et construire des réponses collectives aux défis de l'école. Nous voulons l'école de l'avenir.

PCF

PCF

Paris, le 29 août 2014

Cher(e) camarade,

Je m'adresse à toi en cette rentrée politique 2014, car, tu le sais, notre pays traverse une crise politique d'une exceptionnelle gravité.

Dans de telles circonstances, à quelques jours de la Fête de l'Humain, nous devons en faire le grand débat national de la rentrée. Évidemment, pour nous assurer, avant tout, l'indivisibilité des forces de gauche et progressistes ont besoin pour sortir de l'ornière dans laquelle la politique gouvernementale entraîne le pays.

L'indivisibilité de gauche, chaque organisation ou parti à faire de cet objectif la priorité politique de ses démarches et de ses actions.

La démission du gouvernement Valls, cinq mois après son entrée en fonction, illustre un premier et ultime constat d'échec. Le sort du gouvernement Valls 2 en est le second, avec des perspectives plus sombres. Les élections européennes et régionales, les élections municipales de 2014, les élections départementales de 2015, les élections régionales de 2016, les élections législatives de 2017, les élections présidentielles de 2017, les élections sénatoriales de 2018, les élections régionales de 2019, les élections municipales de 2020, les élections départementales de 2021, les élections régionales de 2022, les élections législatives de 2023, les élections présidentielles de 2024, les élections sénatoriales de 2025, les élections régionales de 2026, les élections municipales de 2027, les élections départementales de 2028, les élections régionales de 2029, les élections législatives de 2030, les élections présidentielles de 2031, les élections sénatoriales de 2032, les élections régionales de 2033, les élections municipales de 2034, les élections départementales de 2035, les élections régionales de 2036, les élections législatives de 2037, les élections présidentielles de 2038, les élections sénatoriales de 2039, les élections régionales de 2040, les élections municipales de 2041, les élections départementales de 2042, les élections régionales de 2043, les élections législatives de 2044, les élections présidentielles de 2045, les élections sénatoriales de 2046, les élections régionales de 2047, les élections municipales de 2048, les élections départementales de 2049, les élections régionales de 2050, les élections législatives de 2051, les élections présidentielles de 2052, les élections sénatoriales de 2053, les élections régionales de 2054, les élections municipales de 2055, les élections départementales de 2056, les élections régionales de 2057, les élections législatives de 2058, les élections présidentielles de 2059, les élections sénatoriales de 2060, les élections régionales de 2061, les élections municipales de 2062, les élections départementales de 2063, les élections régionales de 2064, les élections législatives de 2065, les élections présidentielles de 2066, les élections sénatoriales de 2067, les élections régionales de 2068, les élections municipales de 2069, les élections départementales de 2070, les élections régionales de 2071, les élections législatives de 2072, les élections présidentielles de 2073, les élections sénatoriales de 2074, les élections régionales de 2075, les élections municipales de 2076, les élections départementales de 2077, les élections régionales de 2078, les élections législatives de 2079, les élections présidentielles de 2080, les élections sénatoriales de 2081, les élections régionales de 2082, les élections municipales de 2083, les élections départementales de 2084, les élections régionales de 2085, les élections législatives de 2086, les élections présidentielles de 2087, les élections sénatoriales de 2088, les élections régionales de 2089, les élections municipales de 2090, les élections départementales de 2091, les élections régionales de 2092, les élections législatives de 2093, les élections présidentielles de 2094, les élections sénatoriales de 2095, les élections régionales de 2096, les élections municipales de 2097, les élections départementales de 2098, les élections régionales de 2099, les élections législatives de 2100.

PCF



- DISPONIBLE : à la fédération**
- Tracts : APPEL DU PCF (60 000 exps)
 - Matériel Fête l'Huma (affiche/flyer)
 - Affiches Marwan Barghouti
 - 8 pages programme Fête
 - Bulletin adhésion

Fête de l'Humanité 12-13-14 sept. 2014

Pour réinventer la liberté, l'égalité et la fraternité.

SCORPIONS MASSIVE ATTACK
IAM - BERNARD LAVILLIERS

ALPHEG BLOOMBY - TEMPLES
LES VOIES DE BARRACK - RO
PUSSEY - YVES SAMIT
INTERNATIONAL - FÉLICHE
FLORENT MARCHET
LES LUPINES - ROBERTINOTTO
LOUIS WINGSBERG - TRIO
PAPYVISH - NEVCHÉ

21 tickets à 3€

www.humanite.fr

MARWAN
JE CRIE TON NOM LIBERTÉ !

PCF FRANCE

APPEL DU PCF

RECONSTRUIRE POUR LA FRANCE un projet de gauche et d'alternative à l'austérité !

Mais nous ne pouvons pas nous contenter de constater que la France est en crise. Nous devons agir. Nous devons proposer des solutions. Nous devons proposer un projet de gauche et d'alternative à l'austérité.

PCF